

Évaluations piège à confiance

L'Académie n'a rien de plus urgent à faire aujourd'hui que taper sur les doigts d'enseignant-es engagé-es dans le métier. D'enseignant-es qui ont le toupet de vouloir mettre en harmonie leur pratique de classe et leurs convictions professionnelles d'une façon qui pourrait être voyante. D'enseignant-es qui n'ont pas voulu faire subir à leurs élèves les évaluations nationales.



En pleine épidémie, alors que les lieux scolaires deviennent le premier foyer de contagion, que les écoles deviennent pourtant le seul endroit du pays où l'on observe *de moins en moins* de mesures sanitaires, alors que nous tentons avec les élèves de retrouver des habitudes scolaires et la sérénité nécessaire aux apprentissages, la priorité de l'Académie est de menacer des collègues ayant le courage de dire non. Les évaluations nationales doivent tenir bon, quoi qu'il en coûte.

Avant même la date de fin de saisie des réponses aux évals, des paquets de convocations sont adressées du jour pour le lendemain, hors temps scolaire. Décidément, ça pressait ! Les collègues sont convoqué-es toutes les vingt minutes, en un véritable

abattage à la chaîne !

Rappelons que le ministère a osé ériger les évaluations nationales en une réponse au confinement, alors même qu'elles demeurent identiques, comme s'il ne s'était rien passé. Mais ce n'est qu'un nouveau mensonge quant à leurs objectifs. On nous a bien dit qu'elles étaient conçues pour nous aider, qu'elles étaient conformes aux programmes, que le travail des enfants était stocké sur un serveur du service public en France, que des résultats issus d'un algorithme respectaient notre travail...

Ces évals ont trois finalités : mettre au pas les instits et contrôler leurs pratiques pédagogiques ; permettre à terme de comparer les écoles et les collègues, d'en mesurer un « mérite », vieille lubie de notre ministre depuis plus de dix ans ; contribuer à la destruction de l'Éducation prioritaire telle que nous la connaissons en imposant des critères non directement sociaux et soumis à l'arbitraire de l'administration.

Nous ne laisserons pas nos collègues seul-es.

RASSEMBLEMENT DEVANT LE RECTORAT (12, boulevard d'Indochine, 19^e)

MARDI 6 OCTOBRE À PARTIR DE 16H30

Les collègues y sont convoqué-es à ce moment.

